



ACCOORD

**Association pour la réalisation
d'activités éducatives, sociales et culturelles
de la ville de Nantes
Association loi 1901**

10 rue d'Erlon - 44023 NANTES

SIRET n° 333 352 524 00024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



ACCOORD

**Association pour la réalisation d'activités éducatives,
sociales et culturelles de la ville de Nantes
Association loi 1901**

10 rue d'Erlon - 44023 NANTES

SIRET n° 333 352 524 00024

A l'assemblée générale de l'association ACCOORD,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACCOORD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

2.1 - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 - Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations présentées dans les notes de l'annexe aux comptes annuels :

- « Changement de réglementation comptable » relative à la modernisation des Etats financiers,
- « Continuité d'exploitation » du paragraphe 1) « Rappel des principes » relative notamment à la situation financière de l'association.

4 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les créances clients sont comptabilisées et dépréciées selon les principes décrits dans la note « Méthodes comptables et choix retenus » de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'ACCOORD, décrite dans la note « Créances » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

5 – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

6 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à VERTOU, le 28 mai 2026.

Pour PGA,


Sébastien GUILLOIS
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES DE L'EXERCICE CLOS

LE 31 DÉCEMBRE 2025

Bilan actif

	31/12/2025 (en euros)			31/12/2024 (en euros)
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Frais d'établissement (1)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usage				
Cessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles	2 473 355,59	- 2 405 949,80	67 409,79	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	46 582,11		46 582,11	78 060,42
Immobilisations corporelles				
Terrains	54 188,62	- 54 188,62		
Constructions	36 397,11	- 36 397,11		
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 119 774,60	- 1 968 565,74	151 208,86	
Autres immobilisations corporelles	4 717 498,54	- 4 456 110,18	261 388,36	
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières (*)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	7,50		7,50	7,50
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 124,96		4 124,96	4 124,96
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	9 452 333,03	- 8 961 211,45	491 121,58	82 192,88
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours	489 504,22	- 489 504,22		12 675,51
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	37 720,57		37 720,57	14 886,47
Créances (2)				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	493 050,57	- 66 968,08	426 082,49	437 504,79
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	3 151 041,02		3 151 041,02	2 773 235,69
Charges constatées d'avance	166 630,44		166 630,44	110 868,00
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement				
Instrument financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	2 440 576,57		2 440 576,57	1 476 036,31
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	6 778 923,39	- 556 472,30	6 222 451,09	4 825 215,07
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	16 231 256,42	- 9 517 683,75	6 713 572,67	4 907 407,95
(*) Dont à moins d'un an (haut)				
(2) Dont à moins d'un an (haut)				

Bilan passif

	31/12/2025 (€ millions)	31/12/2024 (€ millions)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	10 104,05	10 104,05
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	587 665,88	587 665,88
Autres		
Report à nouveau	- 1 268 906,93	- 1 270 256,41
Excédent ou déficit de l'exercice précédent à affecter		
Excédent ou déficit de l'exercice	162 545,92	1 352,48
Situation nette (sous total)	- 508 597,08	- 671 137,00
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	670 953,91	
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	- 62 402,83	- 671 137,00
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Droits du concédant		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I bis)		
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	193 561,22	
Provisions pour charges	1 626 508,12	- 700 238,51
TOTAL PROVISIONS (III)	- 820 099,34	- 700 238,51
DETTES (*)		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses (2)		
Instruments financiers à terme		
Avances et comptes reçus sur commandes		4 245,34
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	756 244,24	556 158,46
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 370 943,41	2 922 445,67
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 682,06	50 472,78
Autres dettes	- 4 616,49	11 175,06
Produits constatés d'avance	559 584,30	333 808,83
TOTAL DETTES (IV)	4 731 070,50	3 878 306,44
Ecarts de conversion Passif et différences d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	6 713 572,67	4 907 407,95
(*) Dont à moins d'un an hors Avances et comptes reçus sur commandes en cours	4 731 070,50	3 878 306,44
(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

	31/12/2025 (en mille)	31/12/2024 (en mille)
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
	<i>Dont ventes de dons en nature</i>	
Ventes de prestations de service	181 838,97	114 485,38
	<i>Dont parrainages</i>	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	27 276 837,69	25 990 354,85
Versements des donateurs ou consommateurs et la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels		
- Mécénats		
- Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	329 200,17	1 284 834,51
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds déviés		
Autres produits	7 077 130,24	6 362 188,70
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	34 744 907,09	33 754 373,44
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	29 232,84	28 456,30
Variation de stock	42 582,00	17 597,00
Autres achats et charges externes (*) (2)	7 300 357,10	6 869 437,76
Aides financières	80 138,87	49 894,40
Impôts, taxes et versements assimilés	2 180 132,33	2 173 074,55
Salaires	18 567 856,84	18 579 311,43
Cotisations sociales	5 776 837,51	5 549 068,18
Dotations sur amortissements et sur dépréciations	131 446,39	1 000 766,05
Dotations sur provisions	352 325,51	304 641,39
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds déviés		
Autres charges	151 247,72	87 447,70
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	34 672 097,77	34 662 660,76
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-32 809,98	-908 286,72
PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	29 735,94	34 110,52
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	29 735,94	34 110,52
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations sur amortissements, sur dépréciations et sur provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	29 735,94	34 110,52
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-62 545,92	-872 762,20
Produits exceptionnels (V)		925 341,38
Charges exceptionnelles (VI)		51 772,50
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		873 528,88
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	34 774 643,03	34 775 785,34
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	34 672 097,77	34 774 432,66
EXCEDENT	-62 545,92	-352,68
DEFICIT		

	31/12/2025 (1 2 mois)	31/12/2024 (1 2 mois)
	Total	Total
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	43 097,00	43 097,00
Prestations en nature		
Bénévolet	€14 718,00	904 474,00
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	957 815,00	947 571,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	43 097,00	43 097,00
Prestations en nature		
Personnel bénévole	€14 718,00	904 474,00
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	957 815,00	947 571,00
(1) Redevances de crédit-bail mobilier		
(2) Redevances de crédit-bail immobilier		

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 67 3572,67 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de + 62545,92 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'ACCOORD a pour objet de développer l'action éducative, sociale et culturelle pendant le temps libre, sur le territoire de la ville de Nantes ; épanouissement de la personne par l'acquisition de son autonomie et par le développement du lien social.

L'Accoord poursuit ces objectifs en se donnant les missions suivantes :

- Être un lieu de concertation et de réflexion entre les différents acteurs de l'action éducative, sociale et culturelle.
- Organiser, gérer et animer au sein des équipements qui lui sont confiés, et en lien avec leur environnement, des activités éducatives, sociales et culturelles au bénéfice de l'ensemble de la population nantaise.
- Organiser, gérer et animer des « accueils de mineurs », des « accueils de jeunes » et des séjours, en proposant des activités éducatives, sociales et culturelles aux enfants et adolescents nantais.
- Mettre en œuvre et gérer tous les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à la réalisation des activités définies ci-dessus.

Dans l'exercice de ses missions, l'Accoord défend les valeurs qu'elle souhaite promouvoir et partager, à savoir l'humanisme, la liberté, l'égalité, la solidarité et la laïcité.

L'association est ouverte à tous dans le respect des convictions de chacun et dans l'indépendance absolue à l'égard des partis politiques ou groupements professionnels. Toute propagande et tout prosélytisme religieux sont proscrits au sein de l'association.

Principes et méthodes comptables

Principes généraux

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (régl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires).

Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Dérogations

Dérogations aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas d'adapter et/ou de déroger aux principes généraux.

Principes généraux

Liste des principales méthodes retenues par l'entité

En gras : la méthode retenue par l'entité.	
Postes	Méthodes Comptables
Comptabilisation des frais de constitution, de transformation et de premier établissement en application de l'article 212-9	Inscription à l'actif comme frais d'établissement Constatation en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des frais d'augmentation de capital, de fusion, de scission, d'apport en application de l'article 212-9	Actif comme frais d'établissement Charges Imputés sur les primes d'émission et de fusion. Si la prime est insuffisante pour permettre l'imputation de la totalité des frais, l'excédent des frais est comptabilisé en charges. N/A
Comptabilisation des coûts de développement et des frais de création de solutions informatiques en application des articles 213-3 et 611-3	Inscription à l'actif Constatation en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des frais externes afférents à des formations nécessaires à la mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles en application de l'article 213-8	Incorporation dans le coût d'entrée de l'actif Constatation en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des droits de mutation, honoraires et commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles en application des articles 213-8 et 213-22	Incorporation dans le coût d'entrée de l'actif Constatation en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des droits de mutation, honoraires et commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des immobilisations financières en application des articles 221-1 et 222-1	Incorporation dans le coût d'entrée de l'actif Constatation en charges de l'exercice N/A
Évaluation des titres des sociétés contrôlées de manière exclusive en application de l'article 221-4	Évaluation au coût historique Évaluation par équivalence N/A
Évaluation des stocks en application de l'article 213-34	Coût moyen unitaire pondéré (CLMP) Premier entré, premier sorti (PEPS - FIFO) N/A
Comptabilisation des frais d'émission des emprunts en application de l'article 212-1*	Actif (Répartition sur la durée de l'emprunt) Constatation en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des subventions d'investissement en application de l'article 312-1	Capitaux perçus (Étalement du produit sur plusieurs exercices) Prise en compte immédiatement en produit N/A
Engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires	Provision (Méthode de référence définie à l'article 127-5) Informations dans l'annexe N/A

Postes	Méthodes Comptables
Comptabilisation des programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions en application de l'article 214-10	Composent distinct de l'immobilisation Provisions pour gros entretien N/A
Amortissement des primes de remboursement des emprunts en application de l'article 212-10	Linéaire Au prorata des intérêts courus N/A
Comptabilisation des coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9	Incorporation des coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production des actifs éligibles dans le coût de l'actif Constatation en charges de l'exercice N/A
Reconnaissance du droit de rachat relatif aux contrats à long terme en application de l'article 622-2	Méthode à l'échéancement Méthode à l'avancement N/A
Comptabilisation des primes d'option en application de l'article 628-12	Étalées dans le compte de résultat sur la période de couverture Constatées en résultat au même moment que la transaction couverte ou dans la valeur d'entrée au bilan de l'élément couvert N/A
Report/déport du change à terme en application de l'article 628-13	Étalé dans le compte de résultat Constaté en résultat au même moment que la transaction couverte ou dans la valeur d'entrée au bilan de l'élément couvert N/A
Pour les petites entreprises définies à l'article L. 123-16 du code de commerce, utilisation des mesures de simplification : Amortissement des fonds commerciaux sur 10 ans en application de l'article 214-3	Oui Non N/A
Pour les petites entreprises définies à l'article L. 123-16 du code de commerce, utilisation des mesures de simplification : Utilisation de la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles en application de l'article 214-13	Oui Non N/A

Principes généraux

Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- La première application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- La première application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, avec notamment la mise à jour des modèles de bilan et de compte de résultat en lien avec la nouvelle réglementation ANC 2022-06.
- L'exercice 2025 est marqué par un résultat excédentaire, ce qui améliore nos comptes financiers par rapport à l'exercice précédent, avec les caractéristiques suivantes :
 - Une nouvelle convention DSP d'une durée de 4 ans de 2025 à 2028 signée et votée par le Conseil Municipal de Nantes en décembre 2024.
 - La continuité du périmètre d'activité en 2025 sans évolution notable par rapport à 2024.

La situation au 31/12/2025 (avant subvention d'investissement) s'améliore de + 63 k€ et atteint - 509 k€ contre - 671 k€ au 31/12/2024.

Au 31 décembre 2024, les fonds associatifs (après subvention d'investissement) étaient de - 671 k€. Au 31 décembre 2025, ils sont de + 162 k€.

La continuité de notre exploitation n'est cependant pas remise en cause pour les raisons évoquées au chapitre « Rappel des principes ».

« Délégation de Service Public » :

Le 17 décembre 2024 la Ville de Nantes a conclu un contrat de concession de service public pour la gestion déléguée des accueils de loisirs et séjours de vacances pour les enfants de trois à dix-sept ans, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

- La poursuite des activités réalisées dans le cadre de cette convention de Délégation de Service Public a conduit à :
 - L'attribution en 2025 d'une subvention de fonctionnement de + 5 935 448 € après ajustement de l'activité réalisée.
- On notera également :
 - L'atteinte des objectifs au seuil minimal d'activité pour l'enfance et les séjours.
 - Par contre pour l'adolescence le seuil minimum d'activité n'ayant pas été atteint en 2025 l'Accoord a fait l'objet d'une légère pénalité en 2025 d'un montant de + 68 €
 - L'inscription à l'actif immobilisé des investissements autorisés et subventionnés par la ville de Nantes pour l'exercice 2025, soit la somme de 436 535 €. Ces biens incorporels et corporels sont amortis sur quatre ans à compter de 2025, compte tenu de la durée de la Délégation de Service Public qui prend fin au 31/12/2028.

Convention d'Objectifs et de Moyens :

- La poursuite du soutien de la ville de Nantes aux activités éducatives, sociales et culturelles mises en œuvre par l'ACCOORD au regard de la Convention d'Objectifs.

Elle engage l'Association ACCOORD à mettre en œuvre des activités en cohérence avec les orientations de la politique publique de la ville de Nantes telles que l'implication des habitants, la citoyenneté, l'action culturelle, les continuités

éducatives, l'implication et l'engagement des jeunes, l'égalité d'accès aux droits et la lutte contre la discrimination.

La convention dite « CVO » d'une durée de cinq ans, a été signée le 02/01/2023 pour la période 2023 à 2027.

Au titre de l'année 2025, la ville de Nantes a versé à l'Association ACCOORD la somme de 4 507 725 €.

1° RAPPEL DES PRINCIPES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation

Les fonds associatifs ressortent à + 162 403 € au 31 décembre 2025 compte tenu du résultat excédentaire 2025 de la subvention d'investissement nette 2025 d'un montant de 670 994 €

Deux éléments sont également à prendre en considération dans l'analyse de la continuité d'exploitation, principe retenu pour l'établissement des comptes annuels :

- Une provision d'un montant de 1 626 808 € constatée au 31 décembre 2025 au passif du bilan en vue de faire face aux engagements long terme (à horizon douze ans) relatifs aux indemnités de départ à la retraite des salariés de plus de cinquante-cinq ans,
- Le fonds de roulement net global constaté au 31 décembre 2025 est positif à + 491 380 € contre 946 909 € au 31 décembre 2024.

La situation financière de l'ACCORD lui permet actuellement d'assurer ses besoins de financement.

Toutefois, elle reste dépendante de la régularité des versements des diverses subventions et du principe d'acomptes significatifs sur les subventions, versés par la ville de Nantes.

- Permanence des méthodes d'évaluation d'un exercice à l'autre

L'évaluation de la provision pour indemnités de départ en retraite a été réalisée sur la base d'un engagement calculé portant sur un horizon à douze ans à partir de cinquante-cinq ans et d'un taux de rendement à 3,45 % au 31 décembre 2025.

2° METHODES D'EVALUATION

Au 31 décembre 2025, toutes les provisions pour charges à engagements différés ont été constatées à la clôture de l'exercice, soit :

- Charges sociales et fiscales attachées aux salaires de l'exercice,
- Charges locatives et consommations diverses (E.D.F, eau, téléphone ...) non encore facturées au 31 décembre 2025. Il en est de même pour les charges constatées d'avance à cette date.

Au 31 décembre 2025, les subventions d'exploitation ont été comptabilisées selon leur nature de la façon suivante :

- en fonction des conventions ou contrats existants,
- en fonction de critères de proratisation définis en relation avec les différentes activités de l'ACCORD.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Les événements significatifs susceptibles d'entraîner la constitution de provisions pour risques ou charges et intervenus après la date de clôture de l'exercice, ont été pris en considération jusqu'à la date d'arrêt des comptes par les organes dirigeants de l'Association.

Changement de réglementation comptable

Les règlements ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 et n° 2023-03 du 7 juillet 2023 relatifs à la modernisation des états financiers sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'exercice clos le 31 décembre 2025 constitue le premier exercice d'application de ces règlements pour l'association.

L'application de ces textes constitue un changement de présentation des comptes annuels sans modification des méthodes d'évaluation ni des règles de comptabilisation. Elle est sans incidence sur le résultat net et sur les fonds propres de l'organisme.

Conformément aux dispositions réglementaires, les comptes de l'exercice 2025 sont présentés selon les nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat.

Les données comparatives relatives à l'exercice 2024 ont fait l'objet des reclassements nécessaires afin d'assurer leur comparabilité avec la présentation 2025.

Les informations au titre de l'impact sur les principaux postes concernés de l'exercice 2025

Suppression des transferts de charges

Dans le cadre de la suppression du poste « Transferts de charges », les montants correspondants présentés en 2024 ont été reclassés dans les rubriques appropriées du compte de résultat 2025. Par simplification, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat de l'exercice précédent sont présentés, dans la colonne « Exercice N-1 », dans les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions et amortissements.

Impact sur les principaux postes de l'exercice 2025

Les principaux effets de la nouvelle présentation au titre de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Quotes-parts des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2025 et comptabilisées dans les produits d'exploitation 2025 : 80 164 euros.

- Remboursements des frais de personnel comptabilisés en diminution des charges de personnel en 2025 : 503 629 euros.

Afin d'en faciliter la compréhension et de justifier de l'intangibilité du bilan d'ouverture, sont présentés ci-dessous les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024 tels qu'arrêtés et approuvés.

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
Autres immobilisations incorporelles	2 389 143,89	- 2 389 143,89		113 296,41	- 113 296,41	- 100,00
Immobilisations incorporelles en cours	78 060,42		78 060,42	68 490,00	9 570,42	13,97
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains	54 188,62	- 54 188,62				
Constructions	36 397,11	- 36 397,11				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 955 642,37	- 1 955 642,37		113 853,54	- 113 853,54	- 100,00
Autres immobilisations corporelles	4 462 371,10	- 4 462 371,10		204 554,05	- 204 554,05	- 100,00
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés	7,50		7,50	7,50		
Prêts						
Autres immobilisations financières	4 124,96		4 124,96	4 124,96		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	8 979 935,97	- 8 897 743,09	82 192,88	504 326,46	- 422 133,58	- 83,70
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours	532 086,22	- 519 406,71	12 679,51	35 210,33	- 22 530,82	- 63,99
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes	14 886,47		14 886,47	11 031,11	3 855,36	34,95
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés	520 003,87	- 82 499,08	437 504,79	359 996,98	77 507,81	21,53
Créances reçues par legs ou donations				1 719,69	- 1 719,69	- 100,00
Autres	2 773 239,99		2 773 239,99	2 642 659,62	130 580,37	4,94
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	1 476 036,31		1 476 036,31	1 400 767,86	75 268,45	5,37
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	110 868,00		110 868,00	98 741,39	12 126,61	12,28
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	5 427 120,86	- 601 905,79	4 825 215,07	4 550 126,98	275 088,09	6,05
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	14 407 056,83	- 9 499 648,88	4 907 407,95	5 054 453,44	- 147 045,49	- 2,91

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	10 104,05	10 104,05
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Écarts de réévaluation		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	587 665,88	587 665,88
<i>Autres</i>		
Report à nouveau		
<i>Report à nouveau</i>	- 1 270 259,61	- 1 099 784,74
Excédent ou déficit de l'exercice		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	1 352,68	- 170 474,87
Situation nette (sous total)	- 671 137,00	- 672 489,68
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>		352 131,38
<i>Provisions réglementées</i>		
Total Fonds Propres (I)	- 671 137,00	- 320 358,30
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>	1 700 238,51	1 611 716,24
Total Provisions (III)	1 700 238,51	1 611 716,24
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>		
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>	4 245,34	4 135,54
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	556 158,46	763 830,76
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	2 922 445,97	2 639 496,78
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	50 472,78	24 100,90
<i>Autres dettes</i>	11 175,06	9 516,99
<i>Produits constatés d'avance</i>	333 808,83	322 014,53
TOTAL DETTES (IV)	3 878 306,44	3 763 095,50
<i>Ecarts de conversion Passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 907 407,95	5 054 453,44

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>				
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>	114 985,38	96 690,86	18 294,52	18,92
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	25 990 359,85	24 998 692,02	991 667,83	3,97
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>				
<i>Mécénats</i>				
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
<i>Contributions financières</i>				
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	1 286 839,51	1 415 668,67	- 128 829,16	- 9,10
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>				
<i>Autres produits</i>	6 362 188,70	5 758 985,05	603 203,65	10,47
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	33 754 373,44	32 270 036,60	1 484 336,84	4,60
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>	28 456,30	31 858,51	- 3 402,21	- 10,68
<i>Variation de stock</i>	17 597,00	13 305,00	4 292,00	32,26
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	6 869 937,76	6 581 061,67	288 876,09	4,39
<i>Aides financières</i>	49 899,60	37 694,72	12 204,88	32,38
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	2 173 074,55	2 083 256,15	89 818,40	4,31
<i>Salaires et traitements</i>	17 972 525,49	17 439 108,24	533 417,25	3,06
<i>Charges sociales</i>	6 155 854,32	5 798 402,00	357 452,32	6,16
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	1 000 766,05	306 648,31	694 117,74	226,36
<i>Dotations aux provisions</i>	306 601,39	350 291,64	- 43 690,25	- 12,47
<i>Reports en fonds dédiés</i>				
<i>Autres charges</i>	87 947,70	36 138,31	51 809,39	143,36
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	34 662 660,16	32 677 764,55	1 984 895,61	6,07
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 908 286,72	- 407 727,95	- 500 558,77	122,77
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	36 110,52	26 290,53	9 819,99	37,35
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	36 110,52	26 290,53	9 819,99	37,35
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilées</i>				
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	36 110,52	26 290,53	9 819,99	37,35
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 872 176,20	- 381 437,42	- 490 738,78	128,66
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>		6 772,20	- 6 772,20	- 100,00
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	925 301,38	259 118,62	666 182,76	257,10
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	925 301,38	265 890,82	659 410,56	248,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	51 772,50	54 928,27	- 3 155,77	- 5,75

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	51 772,50	54 928,27	- 3 155,77	- 5,75
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	873 528,88	210 962,55	662 566,33	314,07
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>				
Total des produits (I + III + V)	34 715 785,34	32 562 217,95	2 153 567,39	6,61
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	34 714 432,66	32 732 692,82	1 981 739,84	6,05
EXCEDENT	1 352,68		1 352,68	
DEFICIT		- 170 474,87	170 474,87	- 100,00
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>	43 097,00	43 097,00		
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Bénévolat</i>	904 474,00	871 688,00	32 786,00	3,76
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	947 571,00	914 785,00	32 786,00	3,58
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>	43 097,00	43 097,00		
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>	904 474,00	871 688,00	32 786,00	3,76
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	947 571,00	914 785,00	32 786,00	3,58

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Actif immobilisé

	31/12/2024 (12 mois)	Augmentations		Diminutions		31/12/2025 (12 mois)	Valeur d'origine des immos réévaluées
	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	
FRAIS D'ETABLISSEMENT							
Frais d'établissement							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais de développement							
Concessions temporaires d'exploitation							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires							
Frais commerciaux							
Autres immobilisations incorporelles	2 389 143,89		155 643,03	71 427,33		2 473 359,59	
Immobilisations incorporelles en cours	78 060,42		26 250,19	57 328,50		46 982,11	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	2 467 204,31		181 893,22	128 755,83		2 520 341,70	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains	54 188,62					54 188,62	
Constructions	36 397,11					36 397,11	
Constructions sur sol propre	36 397,11					36 397,11	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages industriels	1 955 642,37		196 418,07	16 958,11	15 827,73	2 119 774,60	
Autres immobilisations corporelles	4 462 371,10		267 704,91	11 709,17	868,30	4 727 498,54	
Installations générales, agencements, aménagements divers	1 281 555,55		61 266,56			1 342 822,11	
Matériel de transport	537 424,30					537 424,30	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 643 391,25		206 438,35	11 709,17	868,30	2 837 252,13	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	6 508 599,20		464 622,98	28 667,28	16 696,03	6 927 858,87	
BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CÉDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Créances rattachées à ces participations							
Autres titres immobilisés	7,50					7,50	
Prêts							
Autres immobilisations financières	4 124,96					4 124,96	

	31/12/2024 (12 mois)	Augmentations		Diminutions		31/12/2025 (12 mois)	Valeur d'origine des immos réévaluées
	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	
Sous-total	4 132,46					4 132,46	
Total	8 979 935,97		646 516,20	-57 423,11	-6 696,03	9 452 333,03	

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
Frais d'établissement				
Sous-total				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Frais commerciaux				
Autres immobilisations incorporelles	2 389 143,89	16 805,91		2 405 949,80
Sous-total	2 389 143,89	16 805,91		2 405 949,80
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	54 188,62			54 188,62
Constructions	36 397,11			36 397,11
Constructions sur sol propre	36 397,11			36 397,11
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels	1 955 642,37	28 751,10	15 827,73	1 968 565,74
Autres immobilisations corporelles	4 462 371,10	34 607,38	868,30	4 496 110,18
Installations générales, agencements, aménagements divers	1 281 555,55	7 086,91		1 288 642,46
Matériel de transport	537 424,30			537 424,30
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 643 391,25	27 520,47	868,30	2 670 043,42
Emballages récupérables et divers				
Sous-total	6 508 599,20	63 358,48	16 696,03	6 555 261,65
Total	8 897 743,09	80 164,39	16 696,03	8 961 211,45

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE.

L'ACCORD a pour objet de développer l'action éducative, sociale et culturelle pendant le temps libre, sur le territoire de la ville de Nantes ; épanouissement de la personne par l'acquisition de son autonomie et par le développement du lien social.

L'Accoord poursuit ces objectifs en se donnant les missions suivantes :

- Être un lieu, de concertation et de réflexion entre les différents acteurs de l'action éducative, sociale et culturelle.
- Organiser, gérer et animer au sein des équipements qui lui sont confiés, et en lien avec leur environnement, des activités éducatives, sociales et culturelles au bénéfice de l'ensemble de la population nantaise.
- Organiser, gérer et animer des « accueils de mineurs », des « accueils de jeunes » et des séjours, en proposant des activités éducatives, sociales et culturelles aux enfants et adolescents nantais.
- Mettre en œuvre et gérer tous les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à la réalisation des activités définies ci-dessus.

Dans l'exercice de ses missions, l'Accoord défend les valeurs qu'elle souhaite promouvoir et partager, à savoir l'humanisme, la liberté, l'égalité, la solidarité et la laïcité.

L'association est ouverte à tous dans le respect des convictions de chacun et dans l'indépendance absolue à l'égard des partis politiques ou groupements professionnels. Toute propagande et tout prosélytisme religieux sont proscrits au sein de l'association.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'exercice 2025 est marqué par un résultat excédentaire, ce qui améliore nos comptes financiers par rapport à l'exercice précédent, avec les caractéristiques suivantes :

- Une nouvelle convention DSP d'une durée de 4 ans de 2025 à 2028 signée et votée par le Conseil Municipal de Nantes en décembre 2024.
- La continuité du périmètre d'activité en 2025 sans évolution notable par rapport à 2024.

La situation au 31/12/2025 (avant subvention d'investissement) s'améliore de 163 k€ et atteint – 509 k€ contre – 671 k€ au 31/12/2024.

Au 31 décembre 2024, les fonds associatifs (après subvention d'investissement) étaient de - 671 k€. Au 31 décembre 2025, ils sont de + 162 k€.

La continuité de notre exploitation n'est cependant pas remise en cause pour les raisons évoquées au chapitre « Rappel des principes ».

« Délégation de Service Public » :

Le 17 décembre 2024 la Ville de Nantes a conclu un contrat de concession de service public pour la gestion déléguée des accueils de loisirs et séjours de vacances pour les enfants de trois à dix-sept ans, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

- La poursuite des activités réalisées dans le cadre de cette convention de Délégation de Service Public a conduit à :
 - L'attribution en 2025 d'une subvention de fonctionnement de 15 935 448 € après ajustement de l'activité réalisée.
- On notera également :
 - L'atteinte des objectifs au seuil minimal d'activité pour l'enfance et les séjours.
 - Par contre pour l'adolescence le seuil minimum d'activité n'ayant pas été atteint en 2025 l'Accoord a fait l'objet d'une pénalité en 2025 d'un montant de 168 €
 - L'inscription à l'actif immobilisé des investissements autorisés et subventionnés par la ville de Nantes pour l'exercice 2025, soit la somme de 436 535 €. Ces biens incorporels et corporels sont amortis sur quatre ans à compter de 2025, compte tenu de la durée de la Délégation de Service Public qui prend fin au 31/12/2028.

Convention d'Objectifs et de Moyens :

- La poursuite du soutien de la ville de Nantes aux activités éducatives, sociales et culturelles mises en œuvre par l'ACCOORD au regard de la Convention d'Objectifs.

Elle engage l'Association ACCOORD à mettre en œuvre des activités en cohérence avec les orientations de la politique publique de la ville de Nantes telles que l'implication des habitants, la citoyenneté, l'action culturelle, les continuités éducatives, l'implication et l'engagement des jeunes, l'égalité d'accès aux droits et la lutte contre la discrimination.

La convention dite « CVO » d'une durée de cinq ans, a été signée le 02/01/2023 pour la période 2023 à 2027 ;

Au titre de l'année 2025, la ville de Nantes a versé à l'Association ACCOORD la somme de 4 507 725 €.

1) RAPPEL DES PRINCIPES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation

Les fonds associatifs ressortent à + 162 403 € au 31 décembre 2025 compte tenu du résultat excédentaire 2025 de la subvention d'investissement nette 2025 d'un montant de 670 994 €

Deux éléments sont également à prendre en considération dans l'analyse de la continuité d'exploitation, principe retenu pour l'établissement des comptes annuels :

- Une provision d'un montant de 1 626 508 € constatée au 31 décembre 2025 au passif du bilan en vue de faire face aux engagements long terme (à horizon douze ans) relatifs aux indemnités de départ à la retraite des salariés de plus de cinquante-cinq ans,
- Le fonds de roulement net global constaté au 31 décembre 2025 est positif à 1 491 380 € contre 946 909 € au 31 décembre 2024.

La situation financière de l'ACCOORD lui permet actuellement d'assurer ses besoins de financement.

Toutefois, elle reste dépendante de la régularité des versements des diverses subventions et du principe d'acomptes significatifs sur les subventions, versés par la ville de Nantes.

- Permanence des méthodes d'évaluation d'un exercice à l'autre

L'évaluation de la provision pour indemnités de départ en retraite a été réalisée sur la base d'un engagement calculé portant sur un horizon à douze ans à partir de cinquante-cinq ans et d'un taux de rendement à 3,45 % au 31 décembre 2025.

2) METHODES D'EVALUATION

Au 31 décembre 2025, toutes les provisions pour charges à engagements différés ont été constatées à la clôture de l'exercice, soit :

- Charges sociales et fiscales attachées aux salaires de l'exercice,
- Charges locatives et consommations diverses (E.D.F., eau, téléphone ...) non encore facturées au 31 décembre 2025. Il en est de même pour les charges constatées d'avance à cette date.

Au 31 décembre 2025, les subventions d'exploitation ont été comptabilisées selon leur nature de la façon suivante :

- en fonction des conventions ou contrats existants,
- en fonction de critères de proratisation définis en relation avec les différentes activités de l'ACCOORD.

3) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

Les événements significatifs susceptibles d'entraîner la constitution de provisions pour risques ou charges et intervenus après la date de clôture de l'exercice, ont été pris en considération jusqu'à la date d'arrêté des comptes par les organes dirigeants de l'Association.

4) METHODES COMPTABLES ET CHOIX RETENUS

4-1 Immobilisations et amortissements

a) *Immobilisations acquises au moyen de subventions d'équipement, avec droit de reprise*

Les biens inscrits au bilan de l'ACCOORD et qui ont été financés au moyen de subventions d'investissement versées par la ville, antérieurement à la date du 31 décembre 2005, restent la propriété de cette dernière jusqu'à leur amortissement intégral.

Ainsi, leur inscription à l'actif du bilan de l'ACCOORD n'est portée que pour « mémoire » avec le seul souci d'indiquer la valeur économique des moyens mis en œuvre et financés spécialement à cet effet par la ville de Nantes, sans traduire pour cela un quelconque droit de propriété au profit de l'ACCOORD.

En conséquence, la constatation de la dépréciation de la valeur des immobilisations corporelles s'impute par voie d'amortissements sur la valeur des subventions attribuées et ne constitue donc pas une charge de fonctionnement.

▪ Immobilisations incorporelles

Les coûts de logiciels ont donné lieu à amortissement sur une durée d'un à quatre ans

▪ Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

La dotation aux amortissements a été calculée uniformément pour l'ensemble des immobilisations sur une durée de cinq à huit ans et selon le mode linéaire.

b) *Immobilisations acquises par l'Association au moyen de ses fonds propres (réserve d'investissement) et de subventions d'équipement*

Ces immobilisations qui deviennent propriété de l'Association, sont référencées distinctement dans l'état de l'actif immobilisé (§ 213-1) et concernent :

- Logiciels	268 851 €
- Constructions	36 397 €
- Installations techniques	24 573 €
- Matériel de services et opérationnel	199 831 €
- Installations générales	35 353 €
- Matériels de transport	7 474 €
- Mobilier, matériels de bureau	337 404 €
- Immobilisations corporelles en cours	<u>0 €</u>
	909 884 €

Leur financement est soutenu par la réserve d'investissement (587 666 €) dotée par affectation d'une partie des excédents de fonctionnement des années

- 1993	45 735 €
- 1994	30 490 €
- 1995	8 299 €
- 1997	21 626 €
- 2006	250 000 €
- 2007	200 000 €
- 2019	<u>31 516 €</u>
Total c/106820	587 666 €

▪ Immobilisations incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
- Immobilisations incorporelles (logiciels divers)	1- 4 ans	linéaire
- Outils intermédiaires informatiques	2 ans	linéaire

▪ Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
- Constructions	5 ans	linéaire
- Installations techniques	5 ans	linéaire
- Matériel de services et opérationnel	4 à 8 ans	linéaire
- Installations générales	5 ans	linéaire
- Matériel de transport	1.92 - 5 ans	linéaire
- Matériel informatique lié au schéma directeur informatique	1 - 5 ans	linéaire
- Autres immobilisations corporelles (Matériel de bureau, informatique ...)	3 à 10 ans	linéaire

c) Immobilisations acquises par l'Association au moyen de subventions d'équipement accordées par la ville de Nantes dans le cadre d'un contrat de délégation de service public

- première DSP période du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2016, prorogation incluse
- seconde DSP période du 1^{er} septembre 2016 au 31 décembre 2017, prorogation incluse
- troisième DSP période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2022,
- quatrième DSP période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024,
- cinquième DSP période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028, année 2025

Ces immobilisations sont référencées distinctement dans l'état de l'actif immobilisé et concernent :

- Logiciels	2 202 362 €
- Immobilisations incorporelles en cours	46 982 €
- Installations techniques	261 557 €
- Matériel de services, pédagogique et opérationnel	1 555 084 €
- Installations générales	969 438 €
- Matériels de transport	529 737 €
- Mobilier, matériels de bureau	2 264 714 €
- Immobilisations corporelles en cours	0 €
	7 829 874 €

Ces immobilisations ont été financées par des subventions d'investissement attribuées par la ville de Nantes d'un montant total de 7 966 567 €, par l'Agefiph d'un montant de 7 129 €, par la CAF d'un montant de 45 000 € dégageant un excédent de financement sur investissement de 188 822 € au 31 12 2025.

■ Immobilisations incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
- Logiciels et prestations informatiques	4 ans	linéaire

■ Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
- Installations techniques et outillage	5 ans	linéaire
- Matériel de services, pédagogique et opérationnel	5 ans	linéaire
- Installations générales	5 ans	linéaire
- Matériel de transport	5 ans	linéaire
- Matériel informatique,	5 ans	linéaire
- Mobilier de bureau	5 ans	linéaire

Aucun composant n'a été identifié sur les immobilisations.

Conformément à l'article 25 du contrat d'affermage, ces investissements font l'objet d'un amortissement de caducité de sorte qu'ils soient totalement amortis au terme normal du contrat.

Les dotations aux amortissements des investissements de l'exercice 2025 sont calculées sur une période maximale de quatre ans pour les acquisitions 2025 compte tenu de la nouvelle DSP. Elles sont calculées d'une manière générale de la période allant de la date d'acquisition des biens à la date du 31 décembre 2028.

A titre d'information, le calcul des amortissements sur une durée économique se traduirait ainsi :

- | | |
|--|---|
| - Valeur nette comptable au 31 décembre 2025 | 3 140 405 € mode économique – durée d'usage |
| - Valeur nette comptable au 31 décembre 2025 | 440 007 € mode contractuel (DSP) |

Ces écarts sont neutres sur le plan du résultat compte tenu de la reprise au compte de résultat de la subvention d'investissement correspondante.

Les immobilisations financées par les DSP successives ont été maintenues à l'actif de l'Association ACCOORD, la nouvelle DSP allouant au délégataire des moyens identiques.

4-2 Immobilisations financières

Il s'agit de parts sociales (Crédit Mutuel) et de dépôts et cautionnements versés par l'ACCOORD. Du fait de la situation financière connue des sociétés concernées, aucune provision pour dépréciation n'a été constituée.

Information relatives aux stocks et en-cours

Stocks et en-cours

	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières et autres approvisionnements	489 504,22	532 086,22
En-cours de production		
Produits finis		
Marchandises		
Total	489 504,22	532 086,22

Dépréciation des stocks et en-cours

	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières et autres approvisionnements	489 504,22	519 406,71
En-cours de production		
Produits finis		
Marchandises		
Total	489 504,22	519 406,71

Informations relatives aux stocks

Méthode utilisée pour le calcul de la dépréciation

Matériel pédagogique

- Stocks de matériels existants au 31 août 2009

Le stock de matériel pédagogique à la clôture est constitué du stock au 31 août 2009 diminué des sorties de l'exercice.

Les provisions pour dépréciation ont été calculées sur la valeur brute des matériels ainsi mentionnés sur listings en fin d'exercice selon le barème suivant :

- 10 % au terme de la première année d'acquisition,
- 30 % au terme de la seconde,
- 60 % au terme de la troisième,
- 100 % au terme de la quatrième et au-delà.

Ces stocks sont totalement dépréciés.

A noter cependant, que les stocks de matériel provenant de la FCLEVN et entrés au bilan de l'ACCOORD en 1986, avaient donné lieu à dépréciation calculée sur 5 ans à partir de leur date d'origine comprise entre 1981 et 1985.

- Matériels pédagogiques – achats à compter du 1^{er} septembre 2009

Les achats de matériels pédagogiques réalisés à compter de l'exercice 2009/2010 sont comptabilisés en charge ou en immobilisation en fonction de leur valeur d'achat.

Créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	4 124,96	4 124,96	
Créances rattachées à ces participations			
Prêts (*) (2)			
Autres immobilisations financières	4 124,96	4 124,96	
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	3 810 722,03	3 810 722,03	
Créances clients	493 050,57	493 050,57	
Clients du secteur litigieux			
Autres Créances bénéficiaires et comptes rattachés	493 050,57	493 050,57	
Créances sociales	4 4102,38	4 4102,38	
Personnel et comptes rattachés	52 675,30	52 675,30	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	361 427,08	361 427,08	
Créances fiscales	2 732 602,97	2 732 602,97	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 732 602,97	2 732 602,97	
Etat et autres collectivités publiques - Divers			
Autres créances	4 335,67	4 335,67	
Comptabilités, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	4 335,67	4 335,67	
Charges constatées d'avance	166 630,44	166 630,44	
Total	3 814 846,99	3 814 846,99	
(*) Prêts accordés en cours d'exercice			
(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	31/12/2025 (1 mois)	31/12/2024 (1 mois)	Variation Euros	Variation %
Personnel - Produits à recevoir	15 735,50	14 820,42	913,08	6,16
4282000 - Personnel produits à recevoir	15 735,50	14 820,42	913,08	6,16
Organismes sociaux - Produits à recevoir	361 427,08	308 876,72	52 550,56	17,01
4382000 - Organismes sociaux produits à recevoir		166 731,28	- 166 731,28	- 100,00
4387100 - Subrogation à régulariser		142 144,74	- 142 144,74	- 100,00
4392000 - Organismes sociaux produits à recevoir	116 065,93		116 065,93	
4397100 - Subrogation à régulariser	245 361,15		245 361,15	
Etat - Produits à recevoir	2 732 602,97	2 408 871,54	323 731,43	13,44
4482000 - Etat - Produits à recevoir	9 739,00		9 739,00	
4482719 - Etat subventions à recevoir	2 722 863,97		2 722 863,97	
4482000 - Etat produits divers à recevoir		30 500,00	- 30 500,00	- 100,00
4487190 - Prestat subv recevoir siège		2 378 371,54	- 2 378 371,54	- 100,00
Produits à recevoir - Divers	4 335,67		4 335,67	
4672090 - Produits à recevoir divers	4 335,67		4 335,67	
Total	3 814 099,22	2 732 568,48	1 081 530,74	39,58

Dépréciations des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant fin d'exercice
Dépréciations des immobilisations incorporelles				
Dépréciations des immobilisations corporelles				
Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations				
Dépréciations des immobilisations financières				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de participation				
Dépréciations des autres immobilisations financières				
Dépréciations des stocks et en-cours	519 406,71		24 402,49	489 504,22
Dépréciations des créances usagers	82 499,08	51 302,00	66 833,01	66 968,08
Autres provisions pour dépréciations				
Dépréciations sur autres créances				
Dépréciations des valeurs mobilières de placement				
Total	601 905,79	51 302,00	96 735,49	556 472,30

Dépréciations de l'actif circulant

Dépréciation des créances

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables, font l'objet de provisions.

Une dépréciation a été comptabilisée pour un montant de 66 968 euros au titre de l'exercice.

Elle concerne des créances usagers de 2023 à 2025.

Valeurs mobilières de placement

Aucun placement sous la forme de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2025.

Il est précisé que l'Association a inscrit la somme de 2 279 + 26 € sur un livret du Crédit Mutuel

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	10 114,05				10 114,05
1024000 - Autres fonds propres ss droit rep	10 104,05				10 104,05
Réserves	587 665,88				587 665,88
1068520 - Excédent affecté aux investissements	587 665,88				587 665,88
Report à nouveau	- 1 271 219,61	1 352,68			- 1 268 916,93
1100010 - Report à nouveau anc. 2018-05	47 062,88				47 062,88
1190000 - Report à nouveau débiteur	- 1 317 322,49	1 352,68			- 1 315 974,81
Excédent ou déficit de l'exercice	1 352,68	- 1 352,68	- 62 545,92		162 545,82
Situation nette (sous total)	- 67 137,00		- 62 545,92		- 508 591,08
Subventions d'investissement			- 935 578,30	1 264 584,39	670 493,81
1310000 - Subventions d'investissement hors dcp			52 558,30		52 558,30
1310010 - Subventions d'investissement dcp	1 184 420,00		698 600,00	1 184 420,00	698 600,00
1390010 - Amort. subventions d'investissement dcp	- 1 184 420,00		1 184 420,00	73 615,59	- 73 615,59
1391000 - Amort. subventions d'investissement hors dcp				6 548,00	- 6 548,00
Total	- 67 137,00		2 098 124,22	- 264 584,39	- 62 402,83

Fonds de dotation sans droit de reprise

Apport d'autres Associations

Conformément aux dispositions légales, (art. 9 - loi du 1^{er} juillet 1901), l'Association ACCOORD a été bénéficiaire des apports résultant de la dissolution des Associations suivantes :

. 1992 : Association « Histoire de jouer » - 3 642 €

. 1995 : Association « Pact-Sud-Loire » - 2 757 €

. 1996 : Association « Comité Local d'Animation Dervallières - Procé » - 2 389 €

. 1997 : Association « Amicale de Défense des Intérêts Publics des Quartiers » - 1 317 €

c/102622 - 10 105 €

Tableau des subventions d'investissement

	31/12/2024 (€ mille)	Variations de l'exercice		31/12/2025 (€ mille)
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal	1 184 420,00	751 158,30	1 184 420,00	751 158,30
Quotes-parts virées au résultat	1 184 420,00	80 164,39	1 184 420,00	80 164,39
Subventions d'investissement nettes		670 993,91		670 993,91

Subvention d'équipement accordée par la ville de Nantes dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public

Conformément à l'article 25 de la convention de Délégation de Service Public, la ville de Nantes a effectué un versement de : 698 600 € en 2025.

Ce montant a été inscrit en subvention d'investissement.

Cette subvention a été reprise au résultat au cours de l'exercice à hauteur de la dotation constatée sur les immobilisations acquises dans le cadre de cette subvention, soit 73 616 €.

Au 31 décembre 2025, le poste DSP 2025-2028 « subvention d'investissement nette des reprises » ressort à 624 984 €.

Provisions

Provisions pour risques et charges

	Montant début d'exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
PROVISIONS POUR RISQUES					
Pour litiges		193 591,22			193 591,22
Pour garanties données aux clients					
Pour sinistres et pénalités					
Pour pertes de chance					
Pour pertes sur contrat					
Autres provisions pour risques					
Sous-total		- 93 591,22			- 93 591,22
PROVISIONS POUR CHARGES					
Charges sur legs ou donations					
Pour pensions et obligations similaires	1 595 538,51	263 434,29	232 464,68		- 626 508,12
Pour restructurations					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
Pour gros entretiens ou grandes visites					
Pour remise en état					
Autres provisions pour charges	1 04 700,00	- 1 04 700,00			
Sous-total	- 700 238,51	- 58 734,29	232 464,68		- 626 508,12
Total des provisions	- 700 238,51	352 325,51	232 464,68		- 826 099,34

Précisions sur les provisions significatives et passifs éventuels

Précisions sur les provisions significatives

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les engagements de l'entité se composent d'avantages long terme, postérieurs à l'emploi, consentis aux employés (en particulier les indemnités de départ à la retraite). Notre entité provisionne ses engagements au titre des indemnités de départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Convention collective : ECLAT sur N et N-1
- Initiative au départ : Salarié + 00% - Taux d'actualisation retenu : 3.45 % sur N (3.20 % sur N-1)
- Âge légal de départ à la retraite : 65 / 67 ans
- Evolution annuelle des salaires : + 1.50 % (N et N-1)
- Taux de charges sociales : 48% (N et N-1)
- Table de mortalité : INSEE 2024 (N et N-1)
- Turnover : moyen

En considérant les salariés dont l'âge dépasse 40 ans au 31 décembre 2025, le montant global de ceux-ci arrêté au 31 décembre 2025 s'élève à 3 553 610 €, charges sociales incluses.

Les engagements pour les +2 années à venir des personnels âgés de 55 ans et plus sont comptabilisés au titre de l'exercice 2025 pour un montant de - 626 508 €, charges sociales incluses. La fraction demeurant en engagements hors bilan s'élève à la somme de - 927 102 €.

Autres provisions significatives

Une provision pour risque prud'homal est constituée au 31/12/2025 pour un montant de 193 591 €, (en accroissement de 88 891 € sur l'exercice par rapport à celle de 2024).

Ventilation des dotations et reprises

	31/12/2025 (1 5 mds)	31/12/2024 (1 5 mds)
	Total	Total
EXPLOITATION		
Dotations d'exploitation	403 627,51	352 787,16
Reprises d'exploitation	326 200,17	292 175,38
Total Exploitation	- 74 427,34	- 60 611,78
FINANCIER		
Dotations financières		
Reprises financières		
Total Financier		
EXCEPTIONNEL		
Dotations exceptionnelles		
Reprises exceptionnelles		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 74 427,34	- 60 611,78

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Euro	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
Emprunts obligataires convertibles (*) (2)				
Autres emprunts obligataires (*) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	756 244,24	756 244,24		
AUTRES DETTES	3 475 247,96	3 475 247,96		
Dettes sur legs ou donations				
Dettes sociales	3 023 937,94	3 023 937,94		
Personnel et comptes rattachés	1 437 685,36	1 437 685,36		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 586 252,58	1 586 252,58		
Dettes fiscales	347 005,47	347 005,47		
Impôts sur les bénéfices	9 390,00	9 390,00		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations catégorisées				
Autres impôts, taxes et assimilés	337 615,47	337 615,47		
Autres	44 298,55	44 298,55		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 682,06	29 682,06		
Contributions, fédérations, unions et entités affiliées crédetres				
Autres dettes	14 616,49	14 616,49		
Produits constatés d'avance	559 584,30	559 584,30		
Total	4 731 070,50	4 731 070,50		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Charges à payer

	31/12/2025 (1 2 mois)	31/12/2024 (1 2 mois)	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	-192 878,03	-28 932,62	23 945,41	18,57
4081000 - Factures parvenues accord	192 878,03	128 932,62	23 945,41	18,57
Personnel - Charges à payer	1 430 636,90	- 182 484,80	248 172,70	20,89
4282000 - Provision pour congés payés	1 139 972,51	851 016,26	288 956,25	33,95
4286000 - Rémunérations à payer	290 664,39	331 468,54	- 40 804,15	- 12,31
Organismes sociaux - Charges à payer	679 142,28	565 207,25	113 935,03	20,16
4382000 - Charges sociales s/ prov cp	530 088,00	395 723,00	134 365,00	33,95
4386000 - Charges sociales à payer	135 158,00	154 133,00	- 18 975,00	- 12,31
4386500 - Organismes sociaux à payer	13 896,28	15 351,25	- 1 454,97	- 9,48
Etat - Charges à payer	168,00		168,00	
4481000 - Etat - Charges à Payer	168,00		168,00	
Charges à payer - Divers	14 616,49		14 616,49	
4680000 - Divers comptes créditeurs et charges à payer	14 616,49		14 616,49	
Total	2 277 447,70	- 876 624,67	400 877,03	27,36

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Charges constatées d'avance	166 630,44	- 66 630,44		
4860000 - Charges constat.d'avance	34 064,44	34 064,44		
4862000 - Charges constat.d'avance opam	132 566,00	132 566,00		
Total	- 66 630,44	- 66 630,44		

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Produits constatés d'avance	559 584,30	559 584,30		
4870000 - Produits constat.d'avance	169 665,04	169 665,04		
4874000 - Subventions constat.d'avance	389 919,26	389 919,26		
Total	559 584,30	559 584,30		

Notes relatives au compte de résultat

Activité et ventilation des produits

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics						
Subvention d'exploitation	589 029,98	608 454,13	20 716 605,47	5 142 893,16	79 640,06	27 136 673,30
Subvention d'investissement			751 158,30			751 158,30
Total	589 029,98	608 454,13	21 467 764,27	5 142 893,16	79 690,06	27 887 831,60

Charges et produits d'exploitation et financiers

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1 ou OTI 1	CAC 2 ou OTI 2
Honoraires relatifs à la certification des comptes	35 260,00	
Honoraires relatifs à la certification des informations en matière de durabilité		
Honoraires relatifs aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité		
Total	35 260,00	

Résultat financier

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances				
Autres intérêts de produits assimilés	29 735,94	36 110,52	- 6 374,58	- 17,65
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	29 735,94	36 110,52	- 6 374,58	- 17,65
CHARGES FINANCIERES				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER	29 735,94	36 110,52	- 6 374,58	- 17,65

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	957 875,00	947 571,00
Dons en nature	43 097,00	43 097,00
Prestations en nature		
Bénévolat	914 718,00	904 474,00
Total	957 875,00	947 571,00
EMPLOIS	957 875,00	947 571,00
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	43 097,00	43 097,00
Prestations		
Personnel bénévole	914 718,00	904 474,00
Total	957 875,00	947 571,00

Contributions volontaires en nature

a) Immobilisations mises à disposition de l'Association par la ville de Nantes

Aux termes de l'article 9 de la convention de Délégation de Service Public conclue le 27 novembre 2017, la ville de Nantes met gratuitement à la disposition de l'Association, des ouvrages, installations, matériels et appareils qui sont propriété de la ville de Nantes.

Aux termes de l'article 4 de la convention d'objectifs (C), la ville de Nantes met à la disposition de l'Association, des ouvrages, installations, matériels et appareils qui sont propriété de la ville. Un droit d'occupation a été constaté à ce titre au profit de la ville de Nantes pour un montant de 43 097,15 € pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 31^{er} décembre 2025.

(C) convention d'objectifs conclue le 2 janvier 2023 allant du 1^{er} janvier 2023 au 31^{er} décembre 2027.

Pour information, la surface totale des locaux mis à disposition de l'Association par la ville de Nantes est approximativement de 29 000 m².

L'ACCOORD assure, sous sa responsabilité et à ses frais et risques, le fonctionnement et l'entretien courant des ouvrages, installations, matériels et appareils mis à sa disposition. La ville assure l'entretien et la réparation normale des véhicules dont elle est propriétaire et mis à la disposition de l'ACCOORD. Les dépenses d'assurance et de carburant sont à la charge de l'ACCOORD.

La valeur de ces biens mis à disposition, (immeubles, matériels ...) et les diverses aides en nature, (réparation ...) ne sont pas intégrées aux comptes d'immobilisations de l'Association, ni dans son compte de fonctionnement.

b) Personnel mis à disposition de l'Association par la ville de Nantes

Au cours de l'exercice clos le 31^{er} décembre 2025, aucun personnel n'a été mis à disposition de l'Association par la ville de Nantes.

c) Bénévolat

- Méthode de calcul pour la valorisation du bénévolat à l'ACCOORD

L'Association ACCOORD est forte de ses + 500 bénévoles qui sont engagés toute l'année dans nos actions au service des habitants.

Depuis 2020, nous devons intégrer dans les comptes annuels la valorisation financière du bénévolat.

Afin de le faire de manière le plus réaliste possible mais aussi le plus simplement possible, nous avons déterminé une méthode « normative » au regard des principaux pôles d'action de notre Association.

- Vie statutaire de l'Association

Conseil d'administration : 2 bénévoles : 5 heures par an de réunions, préparations, contacts

Bureau : 6 bénévoles : 90 heures par an de réunions, préparations, présences ...

Groupe contact : 30 bénévoles : 540 heures par an de réunions

Action du président : 200 heures par an

Action de la vice-présidente : 200 heures par an

Total vie statutaire : 210 heures par an

- Vie des équipements des centres socioculturels

22 centres aux actions diverses et différentes, nous allons identifier un centre dans la moyenne et multiplier par 22 son action pour avoir une vision de l'implication bénévole :

Conseil d'équipement : 10 bénévoles intégrés dans le conseil pour 30 heures chacun d'implication (réunions, rencontres, AG ...), soit un total de 300 heures.

Nous comptons environ 32 événements par an à l'ACCORD (fêtes de quartiers, distributions alimentaires, petits déjeuners, ludothèques), mobilisant en moyenne 25 bénévoles par événement et par centre. On estime à environ 30 heures le temps passé par les bénévoles, soit 750 heures.

L'été est un temps fort pour la mobilisation des bénévoles, sorties, soirées, animations ... beaucoup de temps à créditer au compteur du bénévolat que nous estimons à 10 bénévoles pendant 3 journées de 5 heures, soit 650 heures.

Nous estimons ainsi à 700 heures par centre le temps de bénévolat, soit plus d'un temps plein sur l'année par centre, à multiplier par 22, soit 37 400 heures.

- Autres activités

Formation des bénévoles : 200 bénévoles suivent des formations pour un temps moyen horaire de 5 heures, soit 1 000 heures.

Accompagnement à la scolarité : nous déclarons 7 560 heures à la CAF réparties entre les 105 bénévoles participant sur toute la ville à cette activité.

Accompagnement cours de français : les dispositifs français au quotidien et LAEP cumulent 3 240 heures de bénévolat

Les autres activités (judo/cyber/couture...) mobilisent 2 160 heures de bénévolat.

C'est donc un total de 82 570 heures que nous valorisons à 7,40 € par heure (chargée), soit un montant de 9 477,8 €.

Autres informations

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
Cadres	45,00
Agents de maîtrise et techniciens	143,00
Ouvriers	378,00
Total	566,00

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	- 927 102,00
Autres engagements donnés	
Total	- 927 102,00
Dont concernant les dirigeants	
Dont concernant les filiales	
Dont concernant les participations	
Dont concernant les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Précisions sur les engagements hors bilan

Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées

Les engagements de l'entité se composent d'avantages long terme, postérieurs à l'emploi, consentis aux employés (en particulier, les indemnités de départ à la retraite). Notre entité provisionne partiellement ses engagements au titre des indemnités de départ à la retraite.

Le montant non provisionné au passif du bilan à la date de clôture dans le respect de la permanence des méthodes s'élève à 1 927 102 €.

Engagements réciproques

Conventions pluriannuelles conclues avec les organismes et collectivités suivants :

- **Ville de Nantes**

Convention de Délégation de Service Public du 17 décembre 2024 concernant l'exploitation des centres de loisirs et l'organisation des centres de vacances. Elle prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025 et ce, jusqu'au 31 décembre 2028.

Il est précisé que les fonds alloués dans le cadre du Contrat Enfance et Jeunesse ne sont plus intégrés en 2025 dans le Contrat de Délégation de Service Public, financeur Caisse d'Allocations Familiales de la Loire-Atlantique.

- **Ville de Nantes**

Convention d'objectifs du 2 janvier 2023 relative à la mise en œuvre d'activités éducatives, sociales et culturelles sur le territoire de la commune. Elle prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023 et ce, jusqu'au 31 décembre 2027.

- **Conseil Départemental de Loire-Atlantique**

Convention à effet au 1^{er} janvier 2022 à destination des Centres Socio-Culturels d'une durée de 3 ans, sans tacite reconduction, mais pouvant être reconduite à l'expiration de son terme par un avenant ou nouvelle convention.

- **C.A.F. Loire-Atlantique**

Conventions d'objectifs et de financement – prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement ».

Accueils adolescents du 1^{er} janvier 2022 au 31^{er} décembre 2025

Accueil extrascolaire du 1^{er} janvier 2023 au 31^{er} décembre 2025

Accueil périscolaire du 1^{er} janvier 2023 au 31^{er} décembre 2026

- **Conseil Départemental de Loire-Atlantique**

(Financement pour la mise en œuvre d'actions de dynamisation des quartiers Nantes Nord avec en particulier le financement du Pôle solidaire.

La convention est réactualisée chaque année par avenant.

- **Caisse d'Allocations Familiales de Loire-Atlantique**

(Contrats locaux d'accompagnement scolaire)

Convention signée par année scolaire.

- **Ville de Nantes – Convention de mise à disposition de locaux**

La ville de Nantes a acquis les locaux sis 110, rue d'Erlon à Nantes. Ces derniers sont mis à disposition de l'ACCORD à titre gratuit.

- **Caisse d'Allocations Familiales de Loire-Atlantique – Animation globale et de coordination**

Conventions pluriannuelles de prestations de services « centres sociaux ».

- **Caisse d'Allocations Familiales de Loire-Atlantique – Animation globale et de coordination**

Conventions pluriannuelles de prestations de services « centres sociaux ».

- **Caisse d'Allocations Familiales de Loire-Atlantique – Animation Collective Familles**

Conventions pluriannuelles de prestations de services « centres sociaux ».

Informations sur les dirigeants

Rémunération allouée aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, les associations dont le budget est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2025 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 282 472 Euros.

Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

Rémunérations Avantages en nature

Montant total : 282 472 €

71 - ETUDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

(exercice du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025)

a) Opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2025

	Emplois bruts	Ressources brutes	Emplois nets	Ressources nettes
Situation au 1er janvier 2025				515 576
FLUX DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT :				
Crédits Association				
. Investissements A.C.C.O.O.R.D	52 558			
. Sorties immobilisations nettes		0		
. Dotation aux amort. (immo. A.C.C.O.O.R.D.)		6 549		
. Affectation du résultat au fonds de réserve d'investissement		0		
. Reclasst ANC 2018-06 cptes 102600 en RAN	0			
. Subvention d'investissement reçue		52 558		
. Subvention d'investissement reprise	6 549			
. Immobilisations financières	0	0		
. Versement dépôts et cautionnements	0			
. Remboursements de dépôts		0		
Sous - total	59 107	59 107		
Crédits VDN				
. Investissements nets, sur crédits				
. Subventions d'équipements				
. Emprunts et dettes financières				
. Cession immobilisation				
. Remboursement d'assurances				
Sous - total	0	0		
Crédits VDN - DSP				
. Investissements DSP	436 534			
. Sorties immobilisations (nettes)		0		
. Dotation aux amort. (immo. DSP)		73 616		
. Subvention d'investissement reçue		698 600		
. Subvention d'investissement reprise	73 616			
Sous - total	510 150	772 216		
Emprunt				
TOTAL	569 257	831 323		
Résultat net des opérations de la section d'investissement en 2025				262 066
Situation au 31 décembre 2025 (Excédent de la section)				777 642

ASSOCIATION A.C.C.O.O.R.D	
71 - ETUDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	
(exercice du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025)	

b) Détail des éléments composant la section d'investissement au 31 décembre 2025

	Crédits	
	Emplois	Ressources
Crédits Association A.C.C.O.O.R.D		
. Immobilisations propriété de l'A.C.C.O.O.R.D. (valeur nette)	46 009	
. Fonds de réserve d'investissement ACCOORD		587 666
. Immobilisations financières	8	
. Dépôts et cautionnements	4 125	
<u>Crédits réservés</u>		
. Sur subvention préfecture et autres		46 009
<u>Crédits non utilisés</u>		
. Apport d'autres associations		10 104
. Sur réemploi de cessions		0
Crédits VDN alloués depuis l'origine		
. Biens subventionnés mais sortis de l'actif : - par changement d'affectation		
. Crédit d'investissements disponibles - V.D.N.		0
Crédits VDN - DSP		
Immobilisations financées par la subvention (valeur nette) + Agefiph	440 979	
Subvention d'investissement DSP (valeur nette) + Agefiph		624 984
Crédit CAF Loire Atlantique Investissement		0
TOTAL	491 121	1 268 763
Situation nette au 31 décembre 2025 (Excédent de la section)		777 642

72 - EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE

(exercice du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025)

ETUDE DES FLUX	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Résultat net des opérations de la section d'Investissement (A)				262 065
Section de Fonctionnement				
Affectation en réserve d'investissement				
Affectation RAN -reglt ANC 2018-06				
Excédent ou insuffisance de la période		162 546		
Fonds dédiés				
Provisions pour risques et charges		119 861		
RESSOURCES NETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT SUR LA TRESORERIE (B)				282 407
RESULTAT FINANCIER DE L'EXERCICE 2025 (Excédent de financement) (A+B)				544 472
VARIATION DES ELEMENTS NETS DU CYCLE DE FONCTIONNEMENT				
Stocks (diminution)		12 680		
Créances de fonctionnement (augmentation)	389 213			
Charges constatées d'avance (augmentation)	55 762			
Dettes de fonctionnement (augmentation)		647 779		
Produits constatés d'avance (augmentation)		225 775		
TOTAL des opérations de l'exercice 2025 (Emploi net du cycle d'exploitation)	444 975	886 234		441 259
Variation nette de la Trésorerie (Augmentation)				985 731

985 731

Bilan Financier de l'Association								
BIENS	2023	2024	2025	FINANCEMENTS	2023	2024	2025	
Biens stables				Financements stables				
Immobilisations incorporelles nettes	0	0	67 410	Apports ou fonds associatifs	10 104	10 104	10 104	
Immobilisations corporelles nettes				Réserves des plus values nettes				
- Terrains	0	0	0	Excédents affectés à l'investissement	587 666	587 666	587 666	
- Constructions	0	0	0	Subventions d'investissement Préfecture	0	0	46 010	
- Installations, matériels et outillages techniques	113 854	0	151 208	Subventions d'investissement VDN	0	0	0	
- Autres immobilisations corporelles	204 555	0	221 389	Subventions d'équipement DSP	352 131	0	624 984	
Immobilisations en cours	181 786	78 060	46 982	Provision pour renouvellement d'immobilisations				
Immobilisations financières	4 133	4 133	4 133	Emprunts - dettes financières	0			
Charges à répartir				Autres				
Autres				Comptes de liaison investissement				
Comptes de liaison investissement								
TOTAL II	504 328	82 193	491 122	TOTAL I	949 901	597 770	1 268 764	
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)				FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	445 573	515 577	777 642	
Actifs stables d'exploitation				Financements stables d'exploitation				
Report à nouveau déficitaire	1 099 785	1 270 260	1 268 907	Réserves de trésorerie	0	0	0	
Résultat déficitaire	170 475	0	0	Réserve de compensation	0	0	0	
Autres				Réserve pour projet associatif	0	0	0	
Comptes de liaison trésorerie (stable)				Résultat excédentaire	0	1 353	162 546	
TOTAL IV	1 270 260	1 270 260	1 268 907	<i>Report à nouveau excédentaire affecté à :</i>				
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)				- réduction des charges d'exploitation				
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF	0	0		- financement de mesures d'exploitation				
Valeurs d'exploitation				Provisions pour risques et charges	1 611 717	1 700 239	1 820 099	
Stocks	35 210	12 679	0	Provision réglementée (fonds de trésorerie)	0	0		
Avances et acomptes versés	11 031	14 886	37 721	Fonds dédiés sur subvention affectée	0	0	0	
Usagers et divers	359 997	437 505	426 082	Comptes de liaison trésorerie (stable)				
Autres créances	2 644 380	2 773 240	3 151 040	TOTAL III	1 611 717	1 701 592	1 982 645	
Charges constatées d'avance	98 741	110 868	166 630	FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	341 457	431 332	713 738	
Autres				FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	787 030	946 909	1 491 380	
Comptes de liaison exploitation				Dettes d'exploitation				
TOTAL VI	3 149 359	3 349 178	3 781 473	Avances reçues	4 136	4 245	0	
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)				Fournisseurs d'exploitation	763 831	556 158	756 244	
Liquidités				Dettes fiscales et sociales	2 639 497	2 922 445	3 370 943	
Valeurs mobilières de placement	1 400 768	1 476 036	2 440 976	Dettes diverses d'exploitation				
Disponibilités				Provisions pour dépréciation				
Autres				Produits constatés d'avance	322 015	333 809	559 584	
Comptes de liaison trésorerie				Autres	9 517	11 175	14 616	
TOTAL VIII	1 400 768	1 476 036	2 440 976	Comptes de liaison exploitation				
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	1 376 667	1 425 563	2 411 294	TOTAL V	3 738 996	3 827 832	4 701 387	
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	6 324 715	6 177 667	7 982 478	EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	589 637	478 654	919 914	
				Financements à court terme				
				Fournisseurs d'immobilisations	24 101	50 473	29 682	
				Concours bancaires courants				
				Ligne de trésorerie				
				Intérêts courus non échus				
				Autres				
				Comptes de liaison trésorerie				
				TOTAL VII	24 101	50 473	29 682	
				TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)				
				TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	6 324 715	6 177 667	7 982 478	